



L'Afrique à l'épreuve du conflit entre Israël et le Hamas : quelles conséquences stratégiques pour le continent ?

Recherches & Documents

N°02/2024

Marie de Vries

Assistante de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Février 2024



www.frstrategie.org

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

Directeur de la publication : Bruno Racine

ISSN : 2273 - 4644

© FRS 2024 — tous droits réservés

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration sous réserve de préciser le nom et la qualité de l'auteur et la source de la citation, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

SOMMAIRE

L'AFRIQUE A L'EPREUVE DU CONFLIT ENTRE ISRAËL ET LE HAMAS : QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES POUR LE CONTINENT ?	5
1. ISRAËL-AFRIQUE : UNE HISTOIRE DE RELATIONS EN DENTS DE SCIE	6
2. VERS UNE NORMALISATION DES RELATIONS SOUS BENYAMIN NETANYAHOU.....	9
3. FACE AUX ATTAQUES DU HAMAS, UN CONTINENT DIVISE	12
4. LA GUERRE DE SOUKKOT ET L'INTENSIFICATION DE LA MENACE TERRORISTE EN SOMALIE.....	15
5. ENJEUX MARITIMES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE : LA MER ROUGE ET LE DETROIT DE BAB-EL-MANDED	17
6. VERS UNE « DENORMALISATION » DES RELATIONS AVEC ISRAËL ?	18
CONCLUSION	21

L'Afrique à l'épreuve du conflit entre Israël et le Hamas : quelles conséquences stratégiques pour le continent ?

Cinquante ans jour pour jour après la guerre du Kippour (6 octobre 1973), Israël a connu l'attaque terroriste la plus meurtrière sur son territoire. Le 7 octobre 2023, des membres armés du Hamas ont pénétré depuis la bande de Gaza, tuant et enlevant plusieurs milliers de civils. Dans la même journée, le Hamas a annoncé le lancement de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » contre Israël. En réponse, le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu s'est déclaré en guerre et a lancé l'opération « Iron Sword » contre la bande de Gaza pour éliminer le Hamas. Six semaines après avoir refusé toute possibilité de cessez-le-feu, une trêve humanitaire est entrée en vigueur le vendredi 24 novembre, permettant la libération de plus de 110 otages israéliens et de 150 prisonniers palestiniens de même que l'acheminement d'aide humanitaire pour la population de Gaza¹. Une semaine plus tard, vendredi 1^{er} décembre, les combats reprenaient. À compter de cette date, aucune nouvelle négociation n'a pu aboutir à une trêve ou un cessez-le-feu.

Depuis le 7 octobre 2023, les gouvernements occidentaux concentrent leur attention sur le Proche-Orient. Le risque d'escalade régionale est réel, avec l'ouverture d'un nouveau front au nord d'Israël, impliquant l'Iran. Mais au-delà des conséquences immédiates pour la sécurité et la stabilité de la région, ce conflit comporte des risques mondiaux. L'Ukraine est l'un des perdants évidents de cette guerre. Cependant, le continent africain risque lui aussi d'être affecté. Même s'il est trop tôt pour déterminer de manière définitive les conséquences de la guerre entre Israël et le Hamas sur le continent africain, il est intéressant de s'interroger sur les potentiels risques que ce conflit pourrait comporter dans les semaines à venir. À ce stade, nous pouvons d'ores et déjà analyser trois incidences pour l'Afrique. Premièrement, une intensification de la menace terroriste du groupe Al-Shabaab en Afrique de l'Est. Deuxièmement, des tensions maritimes dans la corne de l'Afrique. Troisièmement, un risque de « dénormalisation » des relations entre certains pays africains tels que le Maroc et Israël².

¹ « Guerre Hamas-Israël : ce que l'on sait de l'accord sur une trêve et la libération d'otages », [Le Point](#), 22 novembre 2023.

² La guerre à Gaza ne semble pas constituer une menace immédiate pour les États du Sahel. Les enjeux sécuritaires y sont principalement de nature locale, les groupes djihadistes tels que le JNIM renforçant leur présence en exploitant des situations locales telles que les fractures communautaires, l'absence d'un État et de services publics, ainsi que la mauvaise gouvernance. À l'heure actuelle, ces groupes n'ont pas manifesté d'ambition d'exporter la violence au-delà de la région. La situation au Proche-Orient pourrait devenir un élément de motivation et de ralliement pour les groupes opérant au Sahel, par exemple

Afin de mettre en contexte les risques potentiels pour le continent africain, il est d'abord intéressant de revenir sur les relations entre Israël et les nations africaines ainsi que les liens de celles-ci avec la Palestine.

1. Israël-Afrique : une histoire de relations en dents de scie

L'histoire des relations entre les pays africains et Israël est complexe et marquée par des périodes de coopération, de tension et de rupture. Avant la guerre du Kippour en octobre 1973, la majorité des pays africains entretenaient des relations cordiales avec l'État d'Israël. Nouvellement indépendants, certains pays africains, en quête de nouveaux partenariats, avaient fait le choix de se tourner vers lui. L'État hébreu bénéficiait en effet d'une « *aura anticoloniale* »³ et n'était pas suspecté de penchants hégémoniques, ce qui le rendait attractif auprès des nations africaines. En 1960 et 1961, quinze pays africains avaient obtenu leur indépendance et parmi eux, seules la Mauritanie et la Somalie n'avaient pas établi des relations avec Israël et avaient préféré rejoindre la Ligue arabe⁴. Dès 1963, Israël entretenait des relations diplomatiques avec une trentaine de pays, dont le Kenya, le Gabon, le Cameroun, le Tchad, le Congo-Brazzaville ou encore le Nigéria.

De premiers désaccords surviennent lors de la guerre des Six Jours en 1967, pendant laquelle Israël occupe le Sinaï égyptien. Néanmoins, la Guinée sera le seul pays à rompre ses liens avec Israël⁵. En effet, Ahmed Sékou Touré, président de la Guinée à cette époque, entretenait une relation très étroite avec Abdel Nasser, président de l'Égypte entre 1956 et 1970. Le point de bascule sera la guerre du Kippour en octobre 1973. Entre octobre et novembre 1973, à l'initiative de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'« ancêtre » de l'Union africaine (UA), et de l'Égypte, 21 pays africains ont rompu leurs relations avec l'État hébreu⁶. Cette rupture a été motivée par la solidarité des pays africains avec l'Égypte, dont une partie du territoire, le Sinaï, était occupée par l'armée israélienne. Par ailleurs, la plus grande crainte des pays africains était de se retrouver isolés sur la scène internationale. S'opposer à l'Égypte et à l'OUA aurait pu comporter le risque de perdre la sympathie du monde arabe. Ils redoutaient que prendre position en faveur d'Israël ne sème la division sur le continent⁷. Ils ont donc pris soin de ne défier ni le consensus à l'échelle du continent, ni les exigences et demandes des États arabes, alliés de l'Égypte. Cependant, en aucun cas les pays africains, à l'exception des pays

en les incitant à intensifier leurs activités dans la région. Cependant, le retrait des forces armées françaises du Niger et celui de la MINUSMA au Mali semblent être les éléments catalyseurs les plus importants d'une possible déstabilisation régionale dans les semaines et mois à venir.

³ Ezra Nahmad, « Le retour conquérant d'Israël en Afrique », *Orient XXI*, 19 septembre 2017.

⁴ Zach Levey, « Israel's exit from Africa, 1973: The road to diplomatic isolation », *British Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 35, n° 2, 2008.

⁵ Arye Oded, « Africa in Israeli Foreign Policy – Expectations and Disenchantment : Historical and Diplomatic Aspects », *Israel Studies*, Indiana University Press, Vol. 15, n° 3, Fall 2010, pp. 121-142.

⁶ Zach Levey, *op. cit.*

⁷ Arye Oded, *op. cit.*

arabes, n'ont contesté le droit d'Israël à l'existence. À la mi-novembre 1973, seuls le Lesotho, le Malawi, le Botswana, l'Afrique du Sud et le Swaziland maintenaient leurs relations avec Israël.

Néanmoins, de nombreux pays africains ont exprimé des doutes ou des arrière-pensées quant à leur décision de rompre leurs relations avec Israël. Les présidents du Kenya, de la Tanzanie et de la Zambie se sont dits particulièrement préoccupés quant au risque que la rupture avec Israël ne puisse renforcer la pénétration communiste et islamique radicale en Afrique⁸. D'ailleurs, le 11 octobre 1973, jour de la rupture des relations entre le Burkina Faso et Israël, Joseph Conombo, Premier ministre à cette époque, déclara que la pression et l'humiliation des pays arabes avaient contraint le président du pays, Sangoule Lamizane, à prendre une telle décision qu'ils trouvèrent tous les deux profondément déplaisante⁹. Michel Alladaye, ministre des Affaires étrangères du Bénin, avait quant à lui affirmé que la plupart des États africains n'avaient aucune volonté de nuire à Israël, expliquant qu'ils étaient pris « *dans un cycle d'engagements envers les États arabes dont ils n'ont pas pu s'extraire* »¹⁰. Certains États africains choisirent ainsi de maintenir des relations bilatérales informelles avec Israël. À titre d'exemple, le Kenya, le Ghana, le Togo, ou encore la Côte d'Ivoire ont entretenu des relations avec Israël par l'intermédiaire de « bureaux d'intérêt » dans des ambassades étrangères, très probablement américaines, pendant plus de dix ans¹¹.

De son côté, Israël a surtout profité de cette rupture régionale pour renforcer son soutien diplomatique et militaire au régime de l'apartheid. En 1974, Abba Eban, alors ministre israélien des Affaires étrangères, déclara : « *L'avantage d'être excommunié, c'est que l'on n'a plus rien à perdre et qu'on peut dire ce qu'on pense [...]. Les États africains soi-disant libérés sont presque tous une sinistre plaisanterie et une insulte à l'humanité [...]. Et je me sens mieux de l'avoir dit. Si j'ai à choisir entre l'amitié avec l'Afrique noire telle qu'elle est, et l'amitié avec une nation blanche, qui connaît l'ordre et la prospérité, et où vit une communauté juive florissante, je choisis l'Afrique du Sud* »¹². Israël a su tirer avantage des exportations d'armes, et l'Afrique du Sud d'un accès à des armes de pointe, à une époque où le reste du monde se retournait contre l'apartheid. Selon des documents dévoilés par *The Guardian*, Israël aurait proposé en 1975 la vente de têtes nucléaires à l'Afrique du Sud¹³. Beaucoup de pays africains ont réprouvé cette relation, motivée principalement par des intérêts économiques et militaires, ce qui a sans aucun doute contribué à favoriser leur soutien à la cause palestinienne. Les pays voisins de l'Afrique du Sud, telle la Zambie, ont accusé à de nombreuses reprises l'État hébreu d'entraîner les troupes sud-africaines pour combattre les mouvements de libération

⁸ Zach Levey, *op. cit.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Arye Oded, *op. cit.*

¹² Cité in Alhadji Bouba Nouhou, *Israël et l'Afrique : une relation mouvementée*, Karthala, 2003, p. 130.

¹³ Chris McGreal, « The memos and minutes that confirm Israel's nuclear stockpile », [The Guardian](#), 23 mai 2010.

africains et l'*African National Congress* (ANC), et d'aller à l'encontre des intérêts et aspirations des pays africains¹⁴. Cette insatisfaction à l'échelle du continent s'est incarnée, notamment, dans le vote historique pour la résolution 3379 des Nations unies. En novembre 1975, dix-neuf pays africains ont voté en faveur de cette résolution affirmant que « *le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale* »¹⁵. Cette résolution ne sera révoquée qu'en 1991. C'était l'une des conditions posées par Israël à sa participation à la conférence de Madrid, qui a ouvert la voie aux discussions de paix et à la signature des accords d'Oslo en 1993. La poursuite des relations entre Israël et le régime de l'apartheid a été perçue par les pays africains comme une trahison des valeurs anticoloniales d'Israël¹⁶. Néanmoins, en dépit de cette réprobation publique, et comme évoqué précédemment, des liens informels ont persisté en coulisses.

Dans les années 1980, dans un contexte renouvelé par le traité de paix entre Israël et l'Égypte (Accords de Camp David) de 1978, le départ des forces israéliennes du Sinaï en 1982 et la déception relative à l'assistance des pays arabes, certains pays africains révisent leur position. Les relations entre Israël et les pays africains connaissent alors un second souffle. En 1982, le Zaïre reprend ses relations diplomatiques avec Israël. Il sera suivi par le Libéria en 1983, la Côte d'Ivoire en 1986, le Kenya en 1988, l'Éthiopie en 1989 ou encore le Nigéria en 1992¹⁷. Le chercheur Léon César Codo souligne que « *[l]a reprise des relations diplomatiques avec Israël constitue pour tous les pays – ou presque – qui ont renoué à ce jour, un volet à la fois conjoncturel et structurel d'une stratégie d'acquisition ou d'élargissement de ressources politiques au niveau international, pour porter ou tenter de porter solution à des problèmes d'ordre essentiellement interne* »¹⁸.

À la différence des motifs ayant conduit à la rupture des relations en 1973, le rétablissement des relations diplomatiques avec Israël résulte de dynamiques internes spécifiques à chaque pays. L'exacerbation des problèmes économiques et la montée des préoccupations sécuritaires ont créé des conditions favorables au rapprochement. Les économies des pays africains, touchées par l'impact des chocs pétroliers ainsi que la chute des prix des matières premières et l'insécurité alimentaire, ont trouvé en Israël un partenaire. Mais c'est surtout la croissance des préoccupations sécuritaires qui a rouvert la porte à la politique d'Israël en Afrique. Ces inquiétudes ont particulièrement émergé au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir en France en 1981, celle-ci prônant une doctrine non interventionniste¹⁹. Voyant les conflits se multiplier, des États, notamment le Zaïre, se sont tournés vers Israël pour

¹⁴ Alhadji Boubou Nouhou, *op. cit.*, p. 131

¹⁵ Alain Herbet, « Le jour où le vote de la honte s'est imposé à l'ONU », [France-Israël](#), 3 mars 2022.

¹⁶ Sonia Le Gouriellec, « Israël-Hamas : les pays d'Afrique subsaharienne dans la guerre de Soukkot », [Le Grand Continent](#), 20 octobre 2023.

¹⁷ Zach Levey, *op. cit.*

¹⁸ Léon Codo, « L'Afrique noire et Israël : inversion d'une dynamique diplomatique », *Politique africaine*, n° 30, 1988, p. 51.

¹⁹ *Ibid.*

remplacer le « parapluie » sécuritaire de la France²⁰. La menace libyenne dans les années 1980 a elle aussi constitué un facteur déterminant. Le Togo ou encore le Libéria ont trouvé en Israël et le Mossad une sécurité face à la Libye interventionniste de Kadhafi²¹. On peut ajouter à cela la volonté des pays de diversifier leurs partenariats au-delà des États-Unis et de l'Union soviétique. Or, Israël s'est positionné comme une alternative dès les années 1980.

Les accords d'Oslo en 1993 accéléreront cette tendance et Israël verra se réduire l'ostracisme dont il faisait l'objet. Dans le contexte de cette détente, le Maroc et la Tunisie ouvriront des bureaux de liaison à Tel-Aviv en 1994²², marquant une première. Toutefois, ces relations seront interrompues suite à la seconde intifada (2000-2005), amenant un deuxième coup d'arrêt pour les relations diplomatiques entre Israël et le continent africain²³. En 2002, le Niger a été le premier pays à rompre une nouvelle fois ses relations avec Israël²⁴. À ce jour, les relations entre les deux pays ne sont toujours pas rétablies. Même si, depuis le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu en 2009, Israël a fait des relations avec les pays africains l'une de ses priorités.

2. Vers une normalisation des relations sous Benjamin Netanyahu

En février 2016, lors d'un voyage historique en Afrique de l'Est (première visite d'un chef d'État israélien en Afrique depuis cinquante ans), Benjamin Netanyahu a déclaré : « *Israël revient en Afrique et l'Afrique revient en Israël* »²⁵. Depuis son accession au pouvoir, il a joué un rôle clé dans la revitalisation des relations entre Israël et l'Afrique. En juin 2017, lors du 51^{ème} sommet de la CEDEAO, il a été invité à prendre la parole – c'était la première fois qu'un dirigeant non africain était convié à s'exprimer lors d'un sommet de la Communauté. Il s'est félicité du changement d'attitude du continent africain et a exprimé son souhait qu'Israël retrouve auprès de l'Union africaine le statut d'État observateur dont il bénéficiait au sein de l'Organisation de l'unité africaine jusqu'en 2002²⁶. Son objectif est clair : se tourner vers les pays africains pour « *dissoudre cette majorité, ce bloc géant de 54 pays africains, qui est à la base de la majorité automatique contre Israël aux Nations unies et dans les organismes*

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² « Après Oman et le Maroc, la Tunisie... en attendant Qatar. Les pays arabes lâchent Israël, l'un après l'autre », [L'Orient-le-Jour](#), 23 octobre 2000 ; « Unité de façade des pays arabes », [Les Échos](#), 30 décembre 1994.

²³ Sonia Le Gouriellec, *op. cit.*

²⁴ « Niger breaks ties with Israel », [News24](#), 23 avril 2002.

²⁵ Herb Keinon, « Netanyahu: Israel is coming back to Africa, and Africa is returning to Israel », [The Jerusalem Post](#), 23 février 2016.

²⁶ « Netanyahu réalise un rêve en assistant au sommet des pays de la CEDEAO », [I24 News](#), 4 juin 2017.

internationaux »²⁷. Bien que cet objectif soit légitime, il est inexact de penser l'Afrique comme un « bloc ». Comme le montrent les réactions aux attaques du 7 octobre 2023, les gouvernements africains ne sont pas unis dans leurs positionnements. Il est toutefois important de reconnaître que depuis que Netanyahu a fait du renforcement des relations avec l'Afrique l'une de ses priorités, deux avancées majeures ont eu lieu : l'obtention du statut d'observateur auprès de l'Union africaine et la normalisation des relations avec le Maroc et le Soudan.

En juillet 2021, Israël obtient le statut d'observateur de l'Union africaine tant convoité (l'Autorité palestinienne en dispose depuis 2012)²⁸. Depuis 2002, date à laquelle Israël avait perdu ce statut, le pays n'avait cessé de le réclamer, sans succès. L'Algérie et l'Afrique du Sud s'y sont formellement opposées et ont affiché leur soutien à la Palestine. L'Afrique du Sud a jugé choquante la décision de lui accorder le statut d'observateur « *en cette année [2021] où le peuple opprimé de Palestine a été persécuté par des bombardements destructeurs et la poursuite de la colonisation illégale sur ses terres* »²⁹. Cependant, en février 2023, ce statut d'observateur a été de nouveau suspendu après que Sharon Bar-li, directrice générale adjointe du ministère israélien des Affaires étrangères pour l'Afrique, a été expulsée du sommet de l'Assemblée générale³⁰. Il a été expliqué qu'elle avait « *été invitée à quitter les lieux* » car elle n'était pas conviée à cette réunion³¹. Israël a immédiatement démenti cette charge et accusé l'Algérie et l'Afrique du Sud d'être derrière ce « *coup monté* ». Cet événement montre la fragilité des relations entre Israël et les pays africains.

La deuxième avancée dans les relations avec le continent africain a été la normalisation des relations avec le Maroc et le Soudan, deux pays de la Ligue arabe. Sous l'impulsion de Donald Trump, un accord de normalisation a été signé le 22 décembre 2020 entre Israël et le Maroc³². En janvier de l'année suivante, le Soudan a signé les accords d'Abraham en vue de normaliser ses relations avec Israël³³, qui n'ont toutefois pas encore connu de réel approfondissement. Petit à petit, Israël réussit à rétablir des relations bilatérales avec les pays africains.

Israël a notamment su renforcer sa présence en Afrique en apportant son savoir-faire dans le domaine de la sécurité. Son expertise en matière de renseignement militaire et de lutte contre le terrorisme, souvent perçue comme étant parmi les meilleures au monde, intéresse les partenaires africains. Par exemple, lors de la visite de Netanyahu au Kenya en 2016, le président Uhuru Kenyatta a évoqué son intérêt pour l'expérience d'Israël en matière de

²⁷ Alexander Fulbright, Raphael Ahren, « Pour renforcer les relations, Netanyahu rencontre des dirigeants africains », [The Times of Israël](#), 5 juin 2017.

²⁸ « Israël obtient le statut d'observateur à l'Union Africaine », [Jeune Afrique](#), 23 juillet 2021.

²⁹ « Israël admis à l'UA en tant qu'État observateur : une décision qui divise », [France Info](#), 27 août 2021.

³⁰ « African Union says Israel's observer status suspended », [Al Jazeera](#), 20 février 2023.

³¹ *Ibid.*

³² Yves Bourdillon, « Le Maroc, à son tour, normalise ses relations avec Israël », [Les Échos](#), 11 décembre 2020.

³³ « Israël et le Soudan sur la voie de la normalisation de leurs relations », [Le Monde Afrique](#), 2 février 2023.

sécurité et de lutte contre le terrorisme : « *Israël doit faire face à ce défi depuis plus longtemps que nous [Kenya], en tant que pays et dans sa région* »³⁴. Israël partage également son expertise sécuritaire avec le Cameroun : le président Paul Biya a eu recours à des unités spéciales de sécurité et militaires formées par des sociétés de sécurité israéliennes pour « *réprimer des militants et des membres du groupe Boko Haram* »³⁵. Par ailleurs, le Bataillon d'Intervention Rapide (BRI), actif dans la lutte contre Boko Haram, a été dirigé pendant de nombreuses années par Ivan Abraham Sirvan, un ancien colonel de Tsahal, jusqu'à son décès en 2010. Depuis lors, il semble que le général de brigade israélien Baruch Mena soit aux commandes du groupe³⁶. Le BRI est également entièrement équipée par l'armée israélienne.

Les pays africains étant de plus en plus demandeurs de partenariats sécuritaires du fait de la dégradation de la situation à l'échelle du continent, l'expertise israélienne leur permet aussi de ne pas être dépendants des Européens ou des États-Unis. Comme l'explique Benyamin Augé, chercheur à l'IFRI, « *pour certains pouvoirs africains, utiliser le matériel d'Israël et l'expertise de ses services s'apparente à une garantie d'indépendance et de sécurité face aux ex-puissances coloniales et permet une solide protection face aux tentatives de coups d'État* »³⁷. Dans ces conditions, un coup d'État qui emporterait un dirigeant africain protégé par des firmes israéliennes porterait un coup sévère à la réputation d'Israël, en particulier de Tsahal et/ou du Mossad³⁸. Les relations avec Israël ne s'expliquent donc pas forcément par une affinité amicale vis-à-vis d'Israël mais plutôt par une nécessité sécuritaire. Par ailleurs, un rapprochement avec Israël est bien mieux perçu par des pays comme la France et ses alliés que des liens avec Moscou par exemple. Cela évite les menaces et « coups de force » des Occidentaux. Vu de Paris, la présence sécuritaire israélienne ne menace pas les intérêts français car le but principal affiché par Israël est de gagner avant tout le soutien des pays africains pour mettre fin à la majorité automatique contre Israël à l'ONU et dans les organismes internationaux, et non pas de contrecarrer la stratégie française. Si Israël avait comblé le vide sécuritaire laissé par la France au Sahel, la France aurait probablement considéré cette évolution avec beaucoup moins de défiance que le renforcement actuel de l'influence de la Russie.

En 2023, Israël entretient des relations avec une quarantaine de pays et possède dix missions diplomatiques permanentes en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigéria, au Cameroun, en Angola, en Érythrée, en Éthiopie, au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Sénégal³⁹. Toutefois, nous sommes loin des trente missions diplomatiques d'avant la guerre du Kippour. L'influence israélienne reste limitée à l'échelle du continent et ne doit pas être exagérée. Malgré l'existence d'intérêts

³⁴ « Pourquoi Netanyahu mise sur l'Afrique », [Journal du Dimanche](#), 6 juillet 2016.

³⁵ « Israel supports Cameroon's dictatorship », [Middle East Monitor](#), 2 mars 2018.

³⁶ Mathieu Olivier, « Afrique-Israël : au Cameroun, Eran Moas, un 'consultant' très spécial », [Jeune Afrique](#), 25 octobre 2021.

³⁷ Benyamin Augé, « Relations Israël-Afrique : que retenir de la décennie Netanyahu ? », [Etudes de l'IFRI](#), Centre Afrique subsaharienne, IFRI, novembre 2020, p. 30.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Yossi Meman, « Analysis: Israel's renewed interest in Africa », [The Jerusalem Post](#), 17 avril 2016.

stratégiques communs avec Israël – offrir des services sécuritaires, de plus en plus demandés par les pays africains, pour gagner leur sympathie dans les organisations internationales –, le continent, avec l'influence significative des pays arabes, reste essentiellement solidaire de la cause palestinienne. Neuf des vingt-deux pays de la Ligue arabe se trouvent en Afrique, et six d'entre eux (Mauritanie, Tunisie, Algérie, Libye, Djibouti et Somalie) ne reconnaissent pas l'État d'Israël. À ce jour, la totalité des pays africains, à l'exception du Cameroun et de l'Érythrée, reconnaissent l'État palestinien. Le soutien historique du continent à la cause palestinienne est cohérent avec les discours anti-coloniaux et anti-impérialistes portés par de nombreux pays africains car il « *participe au processus de légitimation interne et externe des régimes prônant une idéologie radicale ou anti-impérialiste* »⁴⁰. Israël est souvent perçu comme un allié historique des pays coloniaux, avec des positions, pour la plupart du temps, antagonistes aux intérêts de nombreux pays africains.

Reconnaissance de l'Etat de Palestine par les Etats

- Pays qui reconnaissent l'Etat de Palestine
- Pays qui ne reconnaissent pas l'Etat de Palestine



Source : [France Info](#)

3. Face aux attaques du Hamas, un continent divisé

À la suite des attaques du 7 octobre 2023, l'Union africaine a publié un communiqué dans lequel l'organisation déclare : « *Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, exprime sa plus vive préoccupation au sujet du déclenchement de la guerre israélo-palestinienne, aux très graves conséquences sur la vie des civils israéliens et palestiniens et sur la paix dans la région. Il rappelle que la dénégation des droits fondamentaux du peuple palestinien, notamment celui d'un État indépendant et souverain est la cause*

⁴⁰ Léon Codo, *op. cit.*

principale de la permanente tension israélo-palestinienne. Il lance un appel pressant aux deux parties de mettre fin aux hostilités militaires et de revenir, sans conditions, à la table de négociations pour la mise en œuvre du principe des deux États, vivant en harmonie et pour la sauvegarde des intérêts du peuple palestinien et du peuple israélien »⁴¹. Cependant, ce communiqué ne reflète pas l'opinion de l'ensemble des pays africains, qui sont divisés. D'un côté, seuls douze pays (Sénégal, Ghana, Togo, Cameroun, Congo, Soudan du Sud, Zambie, Botswana, Malawi, Kenya, Madagascar et Rwanda) ont condamné fermement les attaques du Hamas et ont apporté leur soutien à Israël. De l'autre côté, cinq pays (Djibouti, Libye, Tunisie, Algérie et Mauritanie) ont exprimé leur soutien infaillible au Hamas. Parmi les autres pays africains, onze (Maroc, Égypte, Mali, Guinée-Bissau, Guinée, Nigéria, Ouganda, Tanzanie, Namibie, Zimbabwe et Afrique du Sud) ont appelé à la désescalade. Néanmoins, cette position est, pour certains, ambiguë. Par exemple, l'Afrique du Sud, après avoir appelé, dans un communiqué publié dès le 7 octobre 2023, à la « *cessation immédiate de la violence, à la retenue et à la paix entre Israël et la Palestine* »⁴², a exprimé clairement son soutien à cette dernière. Le 14 octobre, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, s'est affiché sur son compte X avec un keffieh noir et blanc, symbole de la cause palestinienne, et un drapeau palestinien⁴³ – ce en dépit des importantes relations avec Israël. L'Afrique du Sud est le principal partenaire commercial d'Israël en Afrique, avec des échanges s'élevant, en 2021, à plus de 284 millions d'euros⁴⁴. Toutefois, le soutien à la Palestine est cohérent avec l'histoire d'apartheid de l'Afrique du Sud. Depuis la fin de l'apartheid en 1990, et même durant cette période, avec des figures emblématiques comme Nelson Mandela, le pays a toujours vivement critiqué l'oppression du peuple palestinien et l'occupation de la Cisjordanie par Israël. Cette position résonne avec leur propre histoire et la lutte contre la minorité blanche en Afrique du Sud. Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud a d'ailleurs soumis à la Cour Internationale de Justice une requête accusant Israël de mener des « *actes et omissions* » revêtant un « *caractère génocidaire* » contre la population de Gaza depuis trois mois⁴⁵. Le 14 février 2024, l'Afrique du Sud a réitéré sa requête devant la Cour Internationale de Justice alors qu'Israël annonce une prochaine offensive militaire sur la ville de Rafah⁴⁶.

Un grand nombre de pays africains se sont abstenus d'exprimer un soutien à l'une ou l'autre des parties. Il est intéressant de noter qu'à travers le monde, aucun pays ne s'est abstenu, à l'exception de pays africains. Ces derniers se montrent critiques du « double discours » occidental, qui dénonce la politique violente et criminelle de Vladimir Poutine en Ukraine mais ne condamne pas la politique également violente de Netanyahu contre les Palestiniens de

⁴¹ African Union, « Communiqué du Président de la Commission de l'Union africaine », [X](#), 7 octobre 2023.

⁴² « South Africa calls for the immediate cessation of violence, restraint, and peace between Israel and Palestine », [Department of International Relations and Cooperation Republic of South Africa](#), 7 octobre 2023.

⁴³ Cyril Ramaphosa, « We pledge solidarity with the people of Palestine », [X](#), 14 octobre 2023.

⁴⁴ « Israel Product exports and imports to South Africa 2021 », [World Integrated Trade Solution](#), non daté.

⁴⁵ « The Republic of South Africa institutes proceedings against the State of Israel and request the Court to indicate provisional measures », International Court of Justice, Press Release, No. 2023/77, 29 décembre 2023.

⁴⁶ « Guerre à Gaza : l'Afrique du Sud dépose une nouvelle requête devant la CIJ contre Israël », [RFI](#), 14 février 2024.

Gaza. Cela reflète un retour à la politique de non-alignement sur le continent – une tendance qui avait déjà été observée sur fond de guerre en Ukraine, qui se confirme avec les tensions au Proche-Orient et qui risque de perdurer dans les années à venir.

Les enjeux internes pèsent également. Certains pays africains choisissent le silence du fait du caractère clivant du conflit israélo-palestinien. Le choix de la neutralité est un moyen pour eux de ne pas irriter leurs opinions publiques, plutôt favorables à la Palestine, et de maintenir leurs relations bilatérales avec à la fois Israël et les pays arabes. Comme souligné par la chercheuse Sonia Le Gouriellec, pour de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne, s'exprimer sur le sujet n'est associé à aucun gain politique et électoral⁴⁷. Même le Soudan, soutien financier historique du Hamas jusqu'à la chute d'Omar al-Bashir en 2021⁴⁸, n'a pas pris position. Il ne faut pas interpréter ce choix de neutralité comme l'expression d'un soutien silencieux au Hamas, à la Palestine ou à Israël. Lorsque la Russie a déployé ses troupes en Ukraine en février 2022, et bien que les pays africains ne tolèrent pas l'invasion d'un pays souverain, dix-sept d'entre eux se sont abstenus, et huit n'ont pas voté du tout la résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 2 mars 2022⁴⁹. Il semble y avoir une volonté des États africains de se tenir à l'écart des prises de position politiques qui pourraient être considérées comme controversées sur la scène internationale, même si l'Afrique est confrontée aux conséquences de ces conflits. L'Angola, l'Éthiopie ou le Niger, pour ne citer que trois pays qui se sont abstenus, ne semblent pas vouloir prendre le risque d'être mis à l'écart du jeu international. Les pays africains veulent éviter de renouveler les erreurs de la Guerre froide, c'est-à-dire prendre position pour le « bloc » occidental ou le « bloc » non occidental. L'Afrique veut parler avec tout le monde et a besoin de tout le monde : les pays africains souhaitent dorénavant mettre au premier plan les intérêts de l'Afrique, ce qui, à leurs yeux, suppose de coopérer avec tous les acteurs mondiaux – une approche inclusive des relations internationales qui doit leur permettre de répondre à l'insécurité et de promouvoir le développement du continent.

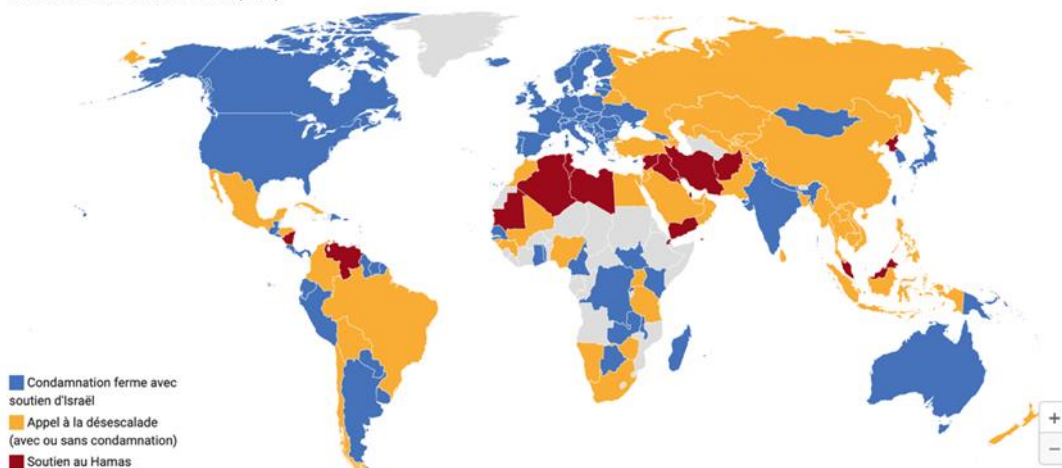
⁴⁷ Sonia Le Gouriellec, *op. cit.*

⁴⁸ Khalid Abdelaziz, Nafisa Eltahir, John Irish, « Depuis la chute de Béchir, le Soudan a tourné le dos au Hamas palestinien », [Challenges](#), 23 septembre 2021.

⁴⁹ « Guerre Ukraine-Russie : les États-Unis critiquent la neutralité des pays africains », [BBC News Afrique](#), 18 mars 2022.

Réactions internationales à la guerre de Soukkot

Actualisé le 07 novembre à 17h00 (Paris)



Source : [Le Grand Continent](#)

4. La guerre de Soukkot et l'intensification de la menace terroriste en Somalie

Le conflit entre Israël et le Hamas est porteur du risque d'une intensification de la menace terroriste en Afrique de l'Est. Le 12 octobre 2023, dans un post X, les services de police anti-terroriste kenyans ont d'ailleurs publié le message suivant : « *Le conflit entre Israël et le Hamas à Gaza a un impact sur la sécurité mondiale. Les groupes terroristes comme Al-Shabaab peuvent mener des attaques en solidarité avec le Hamas pour rester pertinents. Les Kenyans doivent être vigilants et signaler les activités terroristes à la police pour qu'elle agisse* »⁵⁰. La Somalie est, depuis plus d'une décennie, en proie à cette menace, perpétrée par des groupes islamistes tels qu'Harakat al-Chabab al-Moudjahidin, plus couramment appelé Al-Shabaab et directement lié à Al-Qaïda. Malgré des succès stratégiques de l'armée nationale et de ses alliés, la situation sécuritaire reste extrêmement instable et la menace demeure élevée. Les attaques du Hamas risquent d'aggraver ces circonstances, en Somalie et dans les pays voisins. Dans un communiqué officiel, le groupe Al-Shabaab a « félicité » le Hamas pour ces attaques, et ajouté : « *Nous saluons tous les courageux héros, les courageux commandos et tous ceux stationnés en Terre Sainte, et nous leur disons à tous : Que Dieu vous récompense par le bien au nom de la Oumma islamique [communauté islamique mondiale], et que Dieu vous récompense pour votre jihad et vos nobles actions* »⁵¹. Selon son propos, l'assaut du Hamas est une « victoire » contre les « *croisés soutenant les juifs, criminalisant l'héroïsme et le*

⁵⁰ Counter Terrorism Policing KE, « Conflict between Israel & Hamas in Gaza impacts global security », [X](#), 12 octobre 2023.

⁵¹ Voir le [communiqué officiel](#) ; Caleb Weiss, « Shabaab celebrates Hamas-led invasion of Israel, calls people to jihad », [Foundation for Defense of Democracies](#), 11 octobre 2023 .

qualifiant de terrorisme et d'extrémisme »⁵². Le groupe terroriste apporte son inconditionnel soutien à la cause palestinienne et appelle au jihad. Pour lui, « [c]ette bataille contre les juifs n'est pas seulement la bataille des factions islamiques en Palestine, mais plutôt la bataille de l'ensemble de la Oumma musulmane. [...] Les musulmans doivent se rassembler et offrir tout ce qu'ils peuvent pour soutenir les moudjahidines contre les juifs et leurs fidèles et hypocrites alliés. La force de cette nation réside dans la force de ses fronts djihadistes »⁵³.

Ainsi, Al-Shabaab appelle très clairement à prendre les armes et à internationaliser le combat du Hamas. Bien qu'un appel à prendre les armes ne signifie pas nécessairement une participation plus significative au conflit et puisse relever de la simple propagande, il n'en reste pas moins que le groupe a déjà affiché son soutien à la cause palestinienne, et cette solidarité s'est traduite, dans les années précédentes, par des attaques terroristes. En 2019, le groupe terroriste a mené de nombreuses attaques, telles que celle contre le complexe hôtelier DusitD2 le 15 janvier à Nairobi, en signe d'unité avec les Palestiniens, après que le président Donald Trump a reconnu, le 6 décembre 2018, Jérusalem comme la capitale d'Israël⁵⁴. Le groupe perpétue ces attaques et célèbre les actes de violence contre les Juifs même si Al-Qaïda n'a pas de lien direct avec le Hamas (au contraire, Al-Qaïda condamne le mouvement des Frères musulmans, qui est à l'origine du Hamas).

Al-Shabaab a déjà su tirer profit du conflit pour atteindre ses propres objectifs. Le groupe participe activement à attiser davantage de haine et de terreur en promouvant les récits du Hamas en Somalie et son propre combat. Des photos et vidéos virales, montrant des otages du festival de musique Supernova et des soldats israéliens brutalisés, circulent abondamment sur les réseaux sociaux du groupe. Il a d'ailleurs créé de nouveaux comptes Telegram et Facebook spécifiquement pour partager des informations pro-Hamas en Somalie⁵⁵. En établissant un parallèle entre la situation à Gaza et son propre combat, entre le soutien américain à Israël et celui au gouvernement somalien, le groupe espère attirer de nouvelles recrues.

A l'heure actuelle, Al-Shabaab n'a pas démontré de capacité à étendre ses attaques sur le continent au-delà de la Somalie, de l'Éthiopie, du Kenya et de la Tanzanie⁵⁶. Le risque d'expansion de la menace qu'il représente au-delà de l'Afrique de l'Est en raison du conflit entre Israël et le Hamas est donc peu probable. Toutefois, il est important de noter que l'Afrique de l'Est abrite les partenaires africains les plus proches d'Israël (Kenya, Soudan du Sud, Éthiopie...). Par conséquent, il est fort probable que le groupe y mènera des attaques en soutien à la population de Gaza et plus largement aux Palestiniens. Même si la guerre en Israël

⁵² Caleb Weiss, *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ « Al-Quds will never be Judaized », [Press Office Harakat-Al-Shabaab-al-Mujahideen](#), 16 janvier 2019.

⁵⁵ Georgia Gilroy, « How al-Shabaab is using social media to build a bridge between Gaza and Somalia », [Global Network on Extremism & Technology](#), 31 octobre 2023.

⁵⁶ « African Militant Islamist Group-Linked Fatalities at All-Time High », [Africa Center for Strategic Studies](#), 31 juillet 2023.

nous a montré que rien n'est prévisible, le Kenya, en tant que fervent défenseur d'Israël et cible historique du groupe Al-Shabaab, risque de subir une intensification de la menace terroriste sur son territoire.

5. Enjeux maritimes dans la corne de l'Afrique : la mer Rouge et le détroit de Bab-el-Manded

Le conflit entre Israël et le Hamas comporte un deuxième risque pour le continent africain : la déstabilisation des espaces maritimes de la corne de l'Afrique, en particulier la mer Rouge et le détroit de Bab El-Mandeb. Le risque d'escalade régionale ne peut être écarté. L'Iran, souhaitant maintenir la pression sur Israël sans toutefois s'engager dans une guerre totale, utilise les Houthis pour menacer et bloquer le trafic maritime des pétroliers, ainsi que des navires militaires. Israël a annoncé le mercredi 1^{er} novembre 2023 avoir intercepté des missiles en provenance du Yémen lancés par les rebelles houthis, et avoir déployé des bateaux lance-missiles aux côtés de la Marine américaine en mer Rouge pour contrer les attaques des Houthis⁵⁷. Ces derniers ont fait savoir qu'ils étaient en guerre contre Israël et prêts, soutenus par l'Iran, à cibler les actifs américains et israéliens dans la région pour soutenir la Palestine dans le contexte du conflit⁵⁸. Depuis, les attaques de drones et de missiles revendiquées par les rebelles houthis contre des cibles israéliennes et américaines se multiplient. Le 20 novembre, les Houthis, avec les moyens de l'État yéménite, ont pris d'assaut un cargo, détenu par un homme d'affaires israélien mais sous exploitation japonaise⁵⁹. De même, le 23 novembre, le navire de guerre américain *USS Thomas Hudner* a « détruit de nombreux drones d'attaque lancés depuis la région du Yémen contrôlée par les Houthis »⁶⁰. Pour *Dryad Global*, « les récentes attaques des Houthis signalent une augmentation alarmante des attaques en mer, avec un niveau de sophistication et de formation jamais vu auparavant dans la piraterie maritime »⁶¹. Les attaques de ce type risquent de se multiplier, particulièrement si la guerre s'intensifie à Gaza. Yahya Sare'e, porte-parole militaire du groupe, dont le slogan historique est « *Mort à l'Amérique, Mort à Israël, Honte aux juifs et victoire à l'Islam* », a en effet déclaré que les attaques de missiles et de drones continueraient tant qu'Israël n'arrêterait pas « son agression » contre Gaza, et qu'elles visaient à « *aider les Palestiniens à la victoire* »⁶². Actuellement, ces attaques semblent principalement dirigées contre des cibles israéliennes. Bien qu'il ne soit certainement pas dans l'intérêt de l'Iran de viser des intérêts américains ou

⁵⁷ « The world this week », [The Economist](#), 2 novembre 2023.

⁵⁸ Maha El Dahan, « Who are Yemen's Houthis and why did they attack Israel? », [Reuters](#), 1 novembre 2023.

⁵⁹ Sébastien Seibt, « Attaque de cargo : les rebelles houthis menacent-ils le commerce maritime mondial ? », [France 24](#), 21 novembre 2023. Aucun Israélien ne se trouvait à bord.

⁶⁰ US Central Command, « On the morning (Yemen time) of November 23, the USS Thomas Hudner (DDG 116) shot down multiple one-way attack drones launched from Houthi controlled areas in Yemen », [X](#), 23 novembre 2023.

⁶¹ « Houthi maritime attacks signal alarming rise in piracy sophistication, require urgent global response », [Dryad Global](#), 6 décembre 2023.

⁶² Maha El Dahan, *op. cit.*

européens, l'intensification des attaques des Houthis dans la corne de l'Afrique pourrait rapidement impliquer les grandes puissances et faire évoluer le conflit vers une situation complexe.

La sécurisation des voies maritimes apparaît comme un enjeu crucial. Le 18 décembre 2023, une force opérationnelle navale, baptisée *Prosperity Guardian* et composée de dix pays (les États-Unis, le Royaume-Uni, le Bahreïn, le Canada, la France, les Pays-Bas, la Norvège, les Seychelles, l'Espagne et l'Italie), a été mise sur pied pour « *garantir la liberté de navigation pour tous les pays et renforcer la sécurité et la prospérité régionale* »⁶³. Pour l'instant, cette force ne semble pas décourager les rebelles, qui continuent leurs attaques, contraignant les plus grands armateurs comme Maersk et CMA-CGM à faire transiter leurs navires par le Cap de Bonne-Espérance. Les attaques répétées des rebelles houthis et la prise d'assaut de cargos impactent des zones stratégiques et vitales telles que le détroit de Bab el-Mandeb, qui sépare Djibouti et l'Érythrée en Afrique du Yémen sur la péninsule arabique. Ce détroit, porte d'entrée vers le canal de Suez, constitue un point vital reliant la Méditerranée à l'océan Indien. 40 % du trafic maritime mondial⁶⁴ et 9 % des cargaisons de pétrole mondiales transitent par ce détroit⁶⁵. Les perturbations causées par les Houthis pourraient avoir à terme des effets sérieux sur le commerce international et l'économie mondiale si elles devaient durer et si elles entraînaient la suspension totale du trafic dans le canal de Suez, provoquant ainsi des fluctuations des prix du pétrole, voire des pénuries.

6. Vers une « dénormalisation » des relations avec Israël ?

Un autre effet potentiel de la guerre entre Israël et le Hamas pourrait s'incarner dans une « dénormalisation » des relations de certains États africains avec Israël. Cela pourrait résulter de l'implication grandissante de l'Iran sur le continent, une tendance qui pourrait s'accélérer en raison des événements récents, et de l'embrassement des opinions publiques. Après la bande de Gaza avec le Hamas, la mer Rouge avec les rebelles houthis, l'Afrique apparaît de plus en plus comme le prochain théâtre de lutte d'influence entre Israël et l'Iran. Sous la présidence d'Ebrahim Raisi, l'Iran perçoit l'Afrique comme un terrain de compétition avec l'Arabie saoudite et l'Occident⁶⁶. Le premier sommet économique Iran-Afrique, qui s'est tenu en mars 2023, en a témoigné⁶⁷. Évidemment, il s'agit également d'une tentative de

⁶³ « Statement from Secretary of Defense Lloyd J. Austin III on Ensuring Freedom of Navigation in the Red Sea », [Press Release](#), US Department of Defense, 18 décembre 2023.

⁶⁴ Arthur Jude-Beaubois, « Pétrole, gaz et navires de guerre : la bataille pour les ports du golfe d'Aden », [Jeune Afrique](#), 4 août 2022.

⁶⁵ « The Bab el-Mandeb strait is a strategic route for oil and natural gas shipments », [US Energy Information Administration](#), 27 août 2019.

⁶⁶ Danny Citrinowicz, « When it comes to great power competition in Africa, one competitor is missing: Iran », [Atlantic Council](#), 9 mai 2023.

⁶⁷ « 1st Iran-West Africa Economic Summit Convened in Tehran », [Financial Tribune](#), 10 mars 2023.

contrecarrer l'influence d'Israël, notamment en Afrique de l'Est, où l'Iran a déjà cherché à établir des relations avec certains pays. Plus spécifiquement, Téhéran a tissé des liens solides avec l'Éthiopie, considérée comme un partenaire stratégique d'Israël. En effet, Israël a fourni à l'Éthiopie un grand nombre d'équipements militaires, dont des drones et des navires de guerre⁶⁸, et affiché un soutien continu à ce pays dans la guerre qui l'a opposé aux groupes rebelles érythréens de 1961 à 1991⁶⁹. Cependant, ces derniers temps, l'Iran a lui aussi renforcé sa présence, fournissant des drones et d'autres matériels militaires pour aider l'Éthiopie à faire face aux rebelles du Tigré. Pour Mark Dubowitz, PDG de la Fondation pour la défense des démocraties, cela « *devrait déclencher la sonnette d'alarme à Jérusalem et faire craindre que l'Iran n'utilise ces drones comme instrument d'influence politique et de terreur* »⁷⁰. L'Éthiopie semble jouer de cette dualité. Pour l'heure, elle n'a ni condamné les attaques du 7 octobre ni appelé à la désescalade – une neutralité qui pourrait être interprétée comme un signe de la fragilité de l'influence d'Israël sur le continent. D'ailleurs, ce dernier semble avoir pris conscience de l'importance de contrer la présence iranienne en Afrique. Au Kenya en juillet 2023, Eli Cohen, ministre israélien des Affaires étrangères, a souligné que sa visite, moins d'une semaine après celle du président Ebrahim Raisi, « *revêtait une importance régionale et stratégique dans le contexte des tentatives de l'Iran d'étendre son influence sur le continent* »⁷¹. Toutefois, l'Iran, en établissant des relations avec les pays africains, pourrait potentiellement mettre en question les relations bilatérales d'Israël avec certains d'entre eux, comme l'Éthiopie.

Cette perte d'influence est d'autant plus probable qu'Israël a actuellement d'autres préoccupations et que ses relations bilatérales en Afrique reposent principalement sur le domaine sécuritaire. Avec l'échec de ses services de renseignement, perçus comme parmi les meilleurs au monde, à anticiper et à prévenir l'attaque massive du Hamas sur son territoire, Israël risque de perdre en légitimité. Compte tenu du large éventail d'acteurs – Russie, Chine, Iran, Turquie, France, États-Unis – impliqués en Afrique, les États africains pourraient être tentés de se tourner vers d'autres partenaires sécuritaires vus comme plus aptes à répondre aux défis sécuritaires, tels que le terrorisme. Pour les pays africains marginalisés ou réticents à dépendre de la sécurité américaine et/ou des pays européens, l'Iran offre une possibilité.

Même si son influence reste avant tout sécuritaire⁷², idéologique⁷³ et limitée à l'échelle du continent, l'Iran dispose d'un atout majeur pour rivaliser avec Israël en Afrique : un discours anti-occidental. Bien que la stratégie africaine de Téhéran soit principalement ancrée dans sa

⁶⁸ Stijn Mitzer, Joost Oliemans, « Israeli Arms in Ethiopia: The Thunder IMV », [Oryx](#), 13 septembre 2011.

⁶⁹ Sonia Le Gouriellec, *op. cit.*

⁷⁰ « Are Israel and Iran competing on the same side in Ethiopia? », [Jewish Insider](#), 4 janvier 2022.

⁷¹ « In Nairobi, FM said to meet with leader of African country with no ties to Israel », [The Times of Israel](#), 17 juillet 2023.

⁷² Pour illustrer, depuis 2014, l'Iran maintient une coopération antiterroriste bilatérale avec le Cameroun. À noter qu'Israël entretient également un partenariat sécuritaire avec le Cameroun, comme mentionné précédemment.

⁷³ Clément Therme, « Les ambitions iraniennes en Afrique : une présence idéologique, sécuritaire et économique », *Études de l'IFRI*, Programme Turquie et Moyen-Orient, IFRI, décembre 2022.

rivalité avec l'Arabie saoudite, elle vise également à défier la superpuissance américaine et l'Occident. Israël, quant à lui, demeure perçu, ainsi que précédemment mentionné, comme proche du « bloc » occidental, avec des intérêts souvent opposés à ceux des pays africains. Par ailleurs, si l'Iran peut, comme la Russie, utiliser le discours anti-colonial et anti-occidental en Afrique, il peut aussi exploiter la carte de l'islam, notamment de la vision du monde chiite, pour accroître son influence à travers le continent. Certains pays africains soutenant la cause palestinienne et choisissant de s'éloigner d'Israël, ou cherchant de nouveaux partenariats, pourraient ainsi jouer un rôle dans ce changement de dynamique. Le risque de « dénormalisation » des relations, comme cela a été le cas lors de la guerre du Kippour, est possible, bien que probablement à une échelle plus restreinte en raison de l'approche plus inclusive des relations internationales des pays africains.

Le cas du Maroc, bien qu'il ne soit pas associé à la présence iranienne en Afrique, mérite une attention particulière. Comme mentionné précédemment, le Maroc et Israël ont établi des relations diplomatiques pour la première fois en décembre 2020. Cependant, cette normalisation, déjà sujette à des tensions, semble devenir de plus en plus impopulaire au sein de la population marocaine en lien avec les événements récents. En octobre 2022, dans un sondage réalisé par l'Arab Barometer, seulement un tiers des Marocains affirmaient soutenir la normalisation des relations avec Israël⁷⁴. Le 15 octobre 2023, plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Rabat pour soutenir le peuple palestinien et demander au Royaume du Maroc de mettre fin à cette normalisation⁷⁵.

Si les relations entre Israël et le Royaume du Maroc seront bousculées par la guerre entre Israël et le Hamas, elles ne semblent pas menacées de rupture, du fait des raisons stratégiques qui ont poussé le Maroc à accepter la normalisation⁷⁶. Néanmoins, une certaine prise de distance est probablement inévitable, les autorités marocaines étant contraintes de tenir compte du sentiment anti-israélien grandissant au sein de la population marocaine et, plus largement, du monde arabe. La perspective d'une normalisation avec des pays tels que la Tunisie, par exemple, même si la reconnaissance d'Israël n'a jamais été une question, semble s'éloigner de plus en plus, et les relations avec Israël risquent de continuer à polariser l'Afrique du Nord pour de nombreuses années.

⁷⁴ « Arab Barometer VII Morocco report », [Arab Barometer](#), octobre 2022, p. 36.

⁷⁵ Abdullah Abaakil, élu au Conseil de Casablanca, explique qu'il y avait plus de 300 000 personnes dans la rue, soit plus que lors des manifestations contre la guerre en Irak en 2003 (Alexandre Aublanc, « Maroc : la normalisation des relations avec Israël mise à mal par la guerre », [Le Monde Afrique](#), 15 octobre 2023).

⁷⁶ Nina Kozlowski, « Maroc-Israël : qu'a vraiment gagné Rabat en normalisant ses relations avec Tel-Aviv ? », [Jeune Afrique](#), 31 octobre 2022.

Conclusion

Dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas et des tensions régionales grandissantes, les risques pour le continent africain ne peuvent être ignorés. Les événements récents ont mis en lumière les limites de la politique africaine de Netanyahu. Les relations bilatérales ne semblent pas pouvoir ignorer le soutien historique des pays africains à la Palestine. Elles resteront très probablement controversées et peu influentes sur le continent au regard de celles développées par d'autres partenaires présents en Afrique, tels que l'Arabie saoudite, la Chine, la Turquie ou encore l'Inde. Israël n'est pas un allié vital pour le continent, tout comme l'Afrique n'est pas la priorité d'Israël, qui reste et restera préoccupé en premier lieu par son voisinage. Les pays africains pourraient très bien se tourner vers d'autres acteurs pour remplacer leurs partenariats avec Israël, un acteur sécuritaire parmi d'autres. Le conflit au Proche-Orient a d'ores et déjà des effets non négligeables pour le continent africain – instrumentalisation par des groupes terroristes, surcroît d'instabilité dans la corne de l'Afrique, etc.

Le gouvernement israélien affiche clairement sa détermination à « *utiliser toute sa puissance* » pour « *détruire* » le Hamas⁷⁷. Néanmoins, l'accord de trêve humanitaire signé le 22 novembre 2023 entre Israël et le Hamas grâce au Qatar a laissé entrevoir la possibilité d'une médiation. L'ONU et la communauté internationale ont réitéré leur appel à un cessez-le feu immédiat à Gaza le 12 décembre 2023, sans conséquences concrètes sur le terrain à ce stade. Les Israéliens, de leur côté, semblent avoir l'intention de réorganiser leurs forces, avec certains réservistes qui devraient être démobilisés, mais ils précisent que la « *guerre sera longue* »⁷⁸. De nouvelles médiations sont-elles envisageables ? Et si oui, le continent africain peut-il proposer des contributions ?

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déclaré, quelques jours après le début du conflit, que son pays était prêt à partager son expérience en matière de médiation et de résolution de conflits, comme « *nous l'avons fait sur le continent africain et dans le monde* »⁷⁹. En 2014, Pretoria avait déjà déployé deux envoyés spéciaux au Moyen-Orient en raison des tensions entre Israël et le Hamas⁸⁰. Bien que l'initiative soit à souligner, la capacité de l'Afrique du Sud à jouer un rôle de médiateur dans les conflits ne doit pas être surestimée. Ses médiations à travers le continent n'ont pas toujours été couronnées de succès, par exemple en 2004 lors de la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire⁸¹. Surtout, le gouvernement de Cyril Ramaphosa

⁷⁷ « Benjamin Netanyahu : l'armée va utiliser 'toute sa puissance' pour 'détruire' le Hamas », [Euronews](#), 7 octobre 2023.

⁷⁸ Carrie Keller-Lynn, Saeed Shah, Anat Peled, « Gaza : Israël réorganise ses forces en vue d'un conflit de long terme », [L'Opinion](#), 2 janvier 2024.

⁷⁹ « South Africa offers to help mediate in Israeli-Palestinian conflict », [Reuters](#), 12 octobre 2023.

⁸⁰ « Pretoria se voit en médiateur dans le conflit israélo-palestinien », [RFI](#), 28 août 2014.

⁸¹ Pretoria n'a pas réussi à mettre en œuvre les accords signés, notamment en ce qui concerne le désarmement des parties, et à mettre fin aux hostilités. Pour d'autres exemples d'échecs de médiations sud-africaines, voir Garth le Pere, « L'action diplomatique sud-africaine pour la paix en Afrique », *Transcontinentales*, n° 2, 2006.

a fait le choix de rappeler ses diplomates d'Israël le 6 novembre⁸², trois semaines après avoir proposé sa médiation, et d'accuser, le 29 décembre, Israël d'actes à « *caractère génocidaire* »⁸³. Ces décisions témoignent de la position ferme de l'Afrique du Sud, qu'Israël ne considère clairement pas comme un partenaire honnête et fiable⁸⁴ et qui a décidé, le 21 novembre, de rappeler son ambassadeur en Afrique du Sud pour « consultations »⁸⁵. Ainsi, il semble que l'Afrique du Sud, déconnectée des réalités proches-orientales, ne soit pas l'acteur le plus pertinent pour remplir le rôle de médiateur, qui suppose de pouvoir dialoguer à la fois avec le Hamas, Israël et les pays occidentaux. C'est précisément pour cette raison que le Qatar a réussi à négocier une trêve humanitaire.

Le Qatar, qui sert de refuge aux dirigeants du Hamas et de soutien financier, est aussi un partenaire des États-Unis (il abrite la plus grande base militaire américaine de la région) et entretient des contacts informels avec Israël depuis des années, en particulier sur les questions sécuritaires et la coordination de l'aide financière versée à la bande de Gaza⁸⁶. En réalité, l'ambition affichée de Pretoria d'assumer un rôle de médiateur relève avant tout de la volonté de Cyril Ramphosa de renforcer sa légitimité et de se forger une image de pacificateur pour faire oublier les problèmes internes. Michel Goeh-Akue, en référence au Togo où le président Faure Gnassingbé pratique une approche similaire, parle de pays africains en « *trompe-l'œil* »⁸⁷. De son côté, si le Maroc n'a pas officiellement communiqué son intention de jouer les médiateurs, sa diplomatie est à l'œuvre pour faire retomber les tensions et travailler à la concertation et à la coordination des pays arabes. Sa relation privilégiée avec les deux parties (six mois après la normalisation des relations diplomatiques avec Israël, le Maroc avait reçu, en juin 2021, la visite du chef du Hamas⁸⁸) pourrait-elle lui permettre de se positionner comme médiateur, comme lors des accords d'Oslo en 1993 ? Dans une tribune de *l'Hespress*, journal marocain, Lahcen Aqartit, analyste géopolitique du Moyen-Orient, estime que « *le Royaume du Maroc peut jouer un rôle constructif dans la cessation des hostilités à Gaza, grâce à ses liens étroits avec les parties en conflit* »⁸⁹. Il rappelle qu'au cours de l'année écoulée, le Maroc a apporté une contribution déterminante à la médiation entre Palestiniens et Israéliens en parvenant à résoudre la question du passage de Rafah à la frontière en faveur

⁸² Khumbudzo Ntshavheni, ministre à la Présidence de l'Afrique du Sud, a expliqué que « *Pretoria [était] déçu par le refus du gouvernement israélien de respecter le droit international* » (« Gaza : l'Afrique du Sud rappelle ses diplomates en Israël », [RFI](#), 6 novembre 2023).

⁸³ « The Republic of South Africa institutes proceedings against the State of Israel and request the Court to indicate provisional measures », [Press Release](#), No. 2023/77, International Court of Justice, 29 décembre 2023.

⁸⁴ Peter Fabricius, « How feasible is South Africa's offer to mediate in the war between Israel and Hamas? », [Daily Maverick](#), 9 octobre 2023.

⁸⁵ « Israël rappelle son ambassadeur en Afrique du Sud pour consultations », [Le Monde](#), 21 novembre 2023.

⁸⁶ Marie-Violette Bernard, « Guerre entre Israël et le Hamas : comment le Qatar s'est imposé comme un médiateur incontournable dans les négociations », [France Info](#), 23 octobre 2023.

⁸⁷ Morgane Le Cam, « Togo : comment Faure Essozimna Gnassingbé soigne sa stature de médiateur régional », [Le Monde Afrique](#), 1^{er} novembre 2023.

⁸⁸ Yasmine Tijani, « Guerre Hamas-Israël : pourquoi la position du Maroc est particulière », [Le Point](#), 20 octobre 2023.

⁸⁹ Khadija Khetrou, « Conflit Palestino-Israélien : Quel rôle pour le Maroc dans la médiation au Proche-Orient ? », [Hespress](#), 19 octobre 2023.

des civils palestiniens⁹⁰. Un effort de médiation marocain pourrait cependant rencontrer des obstacles – le gouvernement marocain doit tenir compte du sentiment anti-israélien de sa population, et ses relations avec l'Iran, acteur important, sont inexistantes. Les perspectives pour l'après-guerre ne jouent pas en faveur du Maroc ou de l'Afrique du Sud, aucun ne pouvant égaler les possibilités du Qatar, qui participera sûrement à financer la reconstruction de la bande de Gaza après les bombardements israéliens, comme cela avait été le cas en 2020⁹¹. Il est ainsi fort probable que dans tout effort de médiation à venir, le Qatar demeurera un acteur incontournable, tandis que le continent africain, du nord jusqu'au sud, restera spectateur.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Nour Mahd Ali Abu Aisha, « Le Qatar offre un million de dollars pour la reconstruction de logements à Gaza », [AA](#), 28 avril 2020.